



La lettre de l'Afrique

www.lalettredelafrique.fr

N° 27 Octobre 2011

La lettre de l'Afrique est une publication mensuelle d'actualité

Sommaire

L'Afrique en Méditerranée

Entretien avec **Jacques Godfrain**
Ancien ministre de la coopération

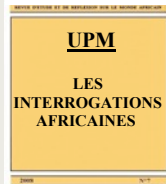
Cameroun
Paul Biya réélu

Discours aux ambassadeurs

Télégrammes

Livres

LES CAHIERS DE L'AFRIQUE



Revue trimestrielle d'étude et de réflexion sur le monde africain
www.lescahiersdelafrique.fr

CAMEROUN



Palais d'Etoudi,
Présidence de la République du Cameroun

Paul Biya réélu

Paul Biya a été réélu le 9 octobre pour un nouveau mandat de sept ans. Il a obtenu plus de 77% des suffrages loin devant John Fru Ndi (10 %) et plus loin encore devant les 22 autres candidats. La participation a été proche de 66%.

C'est le résultat que la Cour Suprême, siégeant en tant que Cour Constitutionnelle, a proclamé le 21 octobre, après avoir rejeté les pourvois formés par sept candidats dont John Fru Ndi. Celui-ci et ses amis ont déclaré ne pas reconnaître l'élection et continuent de réclamer un nouveau scrutin. Ils affirment que ni les listes ni les distributions de cartes électorales n'ont été correctement réalisées, et que les fraudes et erreurs ont faussé le résultat. Mais il reste que la victoire de Paul Biya correspond bien aux prévisions. Et le pays que l'élection n'a pas beaucoup agité, reste calme.

Le Président Paul Biya entame ainsi son sixième mandat. Il sait que l'avenir dépend de la relance de l'activité économique et de l'emploi. Il a centré sa brève campagne sur ce thème et a annoncé de grands programmes d'équipements structurants et d'investissements productifs.

É D I T O

Charia pour la Libye

moins s'interroger sur le sort des populations civiles qui s'y trouvaient.

Le président du CNT vient de surprendre les Occidentaux en déclarant solennellement le dimanche 23 octobre, que la Charia constituerait la règle suprême de la nouvelle législation que la Libye allait se donner.

Les figures médiatiques qui à Paris occupent les écrans des télévisions de connivence, n'ont pas réagi sur le champ. Elles ont été et restent manifestement prises de court.

Personne de connu non plus pour expliquer l'état de la ville de Syrte détruite par le feu de la guerre, et pour au

Mais soudain ce même dimanche 23 octobre, après des mois de black out sur la réalité de la guerre, l'audace d'un reporter presque inconnu donnant la parole à un habitant de Syrte, qui entre douleur et ironie dit en français « merci à la France... pour avoir détruit nos maisons et nous avoir humiliés ».

Et la souffrance populaire qui soudain crève l'écran, presque incongrue face aux conventions ouatées de la bourgeoisie parisienne, mais rendant tout à coup dérisoires les barrières de la censure, que les congés dominicaux dans les résidences secondaires ont rendue paresseuse.

Gabon

Ali Bongo Ondimba à Paris

Le Chef de l'Etat gabonais, en visite à Paris du 26 au 28 octobre, a prononcé un discours

remarqué devant la conférence générale de l'UNESCO.

L'Afrique en Méditerranée

La partie nord de l'Afrique est d'abord méditerranéenne, par la géographie naturellement, mais aussi par le peuplement, l'histoire, la religion, la culture, et aujourd'hui plus que jamais par l'économie et la politique. Cinq pays, dont, malgré leur retard relatif au développement, l'importance est considérable, composent cette partie du continent : Le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, la Libye et l'Égypte. Leur population, 172 millions d'habitants au total, est forte et jeune. Leur économie, appuyée sur des ressources naturelles, connaît une croissance rapide. Leur rôle se renforce, aussi bien en direction des autres parties du continent africain, qu'en direction de la méditerranée et de l'Europe, ainsi que du proche et du moyen orient.

Montée en puissance

Ce serait une erreur d'imaginer que les événements qui secouent la Tunisie, la Libye, et l'Égypte, et les tensions internes qui traversent sous des formes diverses l'Algérie et le Maroc, pourraient réduire les perspectives d'avenir et d'influence de ces pays. Ce serait une plus grande erreur encore de croire que l'intervention militaire de l'OTAN en Libye, ouvre la porte à une nouvelle forme de sujétion à l'égard des Occidentaux ou de certains d'entre eux. Les peuples concernés n'y sont pas disposés. Et leurs dirigeants, quelques puissent être leurs intérêts personnels du moment, le savent. La déclaration du Président du CNT affirmant, que la Charia sera la règle suprême de la législation de la



Libye nouvelle, est d'abord une manifestation d'indépendance. En vérité c'est à une montée en puissance du nord de l'Afrique que nous assistons.

Cette montée en puissance est d'abord politique. Elle a des conséquences sur l'équilibre général du continent africain, et sur les orientations de l'Union Africaine. La dimension économique du phénomène, intéresse aussi l'ensemble du continent africain, avec lequel pourront se développer les échanges..

L'Afrique en Méditerranée

et la coopération, ainsi que les grandes infrastructures de transports et de télécommunication.

L'ensemble du mouvement a déjà des effets sur la perception que tous les dirigeants africains, ont désormais de la méditerranée, qui ne leur est plus étrangère, et sur laquelle ils peuvent avoir leur mot à dire. L'intérêt ostensiblement porté par le Chef de l'État Sud Africain, Jacob Zuma, à la crise libyenne et au conflit israélo palestinien, en témoigne. Des Chefs d'État d'Afrique centrale, dont le Président gabonais Ali Bongo Ondimba siégeant au Conseil de Sécurité des Nations Unies, se montrent également actifs sur ces sujets, où ils sont prêts à apporter leur traditionnel esprit d'arrangement et de juste paix.

Une question centrale pour l'Europe

La montée en puissance des cinq pays du nord de l'Afrique est une

question centrale pour l'Union européenne en tant que telle, et pour tous les pays méditerranéens du continent européen : l'Espagne et le Portugal, la France, Monaco, l'Italie, la Slovaquie, la Croatie, la Bosnie Herzégovine, le Monténégro, le Kosovo, l'Albanie, la Grèce, et bien entendu la Turquie dont il est erroné de considérer qu'elle ne fait pas partie de l'ensemble géographique et historique de l'Europe. Il faut y ajouter Malte et Chypre.

Les échanges économiques et commerciaux, les relations culturelles, la circulation des personnes, et d'une manière générale les relations politiques, ont une importance capitale pour tous.

L'esprit et la manière

482 millions d'êtres humains habitent les pays bordant la Médi-

terranée : 172 millions au nord de l'Afrique, 310 millions dans les autres pays riverains. Ils aspirent naturellement au bien être matériel et au progrès moral. Et bien entendu à la paix, garante de la sécurité de leurs personnes et de leurs biens, et condition de leur avenir. C'est dire combien il importe que l'approche des problèmes méditerranéens soit inspirée par l'esprit de dialogue et de compromis.

Toute politique fondée d'abord sur la force est condamnée à l'échec, même si elle peut apporter ici ou là tel ou tel succès d'apparence. Toute instrumentalisation des peuples méditerranéens par une ou des grandes puissances extérieures est une faute morale et stratégique. Toute tentative d'instrumentalisation de la communauté méditerranéenne par l'un ou plusieurs de

ses membres est une erreur de même sens.

L'avenir ne peut se construire positivement qu'entre Méditerranéens sè considérant en égaux et agissant de bonne foi. Ceci n'exclut pas, bien au contraire, que les non méditerranéens puissent donner la main. À cet égard, les puissances occidentales n'ont manifestement pas trouvé la bonne manière.

Les autres grandes puissances à l'Est ou en Asie sont encore à distance. La nouveauté est que les pays africains non méditerranéens, peu portés par nature aux solutions de force dans l'ordre mondial, ont eu ces derniers temps l'occasion de manifester leur capacité de proposer des approches négociées. Il y a là une réalité insuffisamment prise en compte dans les grands cercles politiques internationaux et dans les media qui accompagnent leurs jeux de pouvoir.

« la montée en puissance des cinq pays du nord de l'Afrique est une question centrale pour l'Union européenne »



3 questions à

Jacques Godfrain

Jacques Godfrain, Président de « France Volontaires » et ancien ministre de la coopération, fait le point pour La Lettre de l'Afrique, sur l'évolution cette très importante ONG française et sur son action en Afrique.

La lettre de l'Afrique :

Comment peut-on caractériser l'évolution récente de France Volontaires ?

Jacques Godfrain :

France Volontaires est le résultat d'une transformation très positive de « l'Association Française des Volontaires du Progrès, » créée il y a cinquante ans et qui jusqu'à ces dernières années gérait son propre réseau de Volontaires avec beaucoup de compétence. France Volontaires, issue au cours des deux dernières années de cette organisation, a été chargée de soutenir et de coordonner les actions internationales d'appui au développement des grandes associations d'éducation populaires.

L'ampleur que prennent ces actions, impliquant des milliers de jeunes volontaires, tant dans les associations que dans les collectivités locales, nécessite une harmonisation avec les actions de l'état. Nous nous attachons aussi à cette harmonisation

LLA : Quelle place occupe l'Afrique dans l'histoire et dans l'activité présente de France Volontaires ?

Jacques Godfrain :

Fondée à la demande du Général de Gaulle en 1963, l'Association Française des Volontaires du Progrès (AFVP), dont France Volontaires est issue, a été dans toute la première partie de son histoire, soutenue par le Ministère de la Coopération. Elle s'est donc tout naturellement orientée d'abord vers l'Afrique. Le relai a été pris ensuite, par le Ministère des affaires étrangères, qui continue d'assurer avec beaucoup d'efficacité l'appui à France Volontaire.

Dans ce contexte, notre Organisation s'est ouverte au monde entier. Mais près de 70% de ses interventions sont consacrées à l'Afrique, de la Méditerranée à l'Afrique australe.

LLA : Quelles difficultés et quelles opportunités rencontre actuellement France Volontaires en Afrique ?

Jacques Godfrain :

Pour ce qui concerne les difficultés, il faut signaler la situation et le terrorisme au Sahel. Devant les risques encourus par les Français au Niger et au Mali, les Volontaires ont été retirés de ces deux pays, mais nous avons conservé le dispositif local de contact et de gestion pour être prêts à y envoyer à nouveau nos jeunes Français, dès que la situation le permettra.

S'agissant des opportunités, je voudrais citer les expériences que nous développons en Afrique dans les échanges Sud-Sud, et aussi nos projets, que l'on peut considérer comme déjà opérationnels, touchant la coopération du Sud vers le nord, c'est-à-dire vers la France et l'Europe. Nous sommes ainsi en train de sortir des systèmes de l'aide, pour passer à de nouveaux schémas de partenariat de développement, fondés sur la solidarité interactive et sur l'esprit de réciprocité.

DISCOURS AUX AMBASSADEURS

La Lettre de l'Afrique revient sur les discours prononcés devant les Ambassadeurs de France, par les plus hautes autorités de l'Etat, à l'occasion de la dernière conférence annuelle, du 31 août au 2 septembre 2011 à Paris, et qui ont fait cette année à l'Afrique une part bien plus large que les années précédentes.

Le Président et les interventions en Afrique

Le Président Nicolas Sarkozy s'exprimant le 31 août, a consacré le début et presque la première moitié de son discours aux questions africaines. Il y a mis en exergue l'action de la France « pour la démocratie » en Côte d'Ivoire et en Libye, ainsi que « pour la paix » au Soudan. Il a saisi cette occasion pour souligner l'importance croissante de l'Afrique dans le monde et dans la relation franco-africaine, en raison notamment de sa forte croissance démographique et du rythme élevé de son développement économique. Il a inscrit dans ce contexte les nouveaux efforts que les grands pays entendent mener pour aider au progrès économique et social des pays méditerranéens.

Le chef de l'État a cité à cet égard la récente décision du G8 à Deauville, de s'engager fortement dans la durée « en proposant 40 milliards de dollars à la Tunisie et à l'Égypte entre 2011 et 2012, ainsi que l'ouverture de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ».

Depuis Deauville, deux pays ont rejoint ce partenariat : le Maroc et la Jordanie. Le Président a offert à la Libye nouvelle la possibilité de s'y associer à son tour. La suite du discours sur l'Afrique comporte notamment une forte valorisation de l'intervention militaire en Libye et du rôle de l'OTAN, pour la première fois « emmené par deux pays européens ».

Le Premier Ministre et les questions économiques et financières

Le Premier Ministre François Fillon, parlant le 1^{er} septembre, a axé son intervention sur la problématique économique et financière mondiale, ainsi que sur la situation économique et financière de la France, en insistant notamment sur la nécessité de renforcer sa capacité d'exportation. Dans ce contexte, il y avait peu de place pour des développements particuliers concernant l'Afrique.

Le premier Ministre n'en a pas moins fait état de l'action de la France en Côte d'Ivoire et en Libye. Il a rendu hommage à ce sujet au Président de la république pour avoir « pesé sur le cours des événements » Il a par ailleurs évoqué la crise alimentaire dans la Corne de l'Afrique et a souligné l'intérêt de mettre en œuvre « les recommandations du plan d'action approuvé par les ministres de l'agriculture du G20 à Paris en juin 2011 pour la constitution d'une réserve humanitaire d'urgence ».

Le Ministre d'État et les grandes lignes de la politique étrangère

Le ministre d'État, ministre des affaires étrangères et européennes, Alain Juppé, intervenant le 2 septembre, a tracé devant les ambassadeurs les grandes lignes de la politique étrangère française. La présentation des 4 grandes priorités actuelles du Ministre d'Etat a montré d'emblée que l'Afrique y avait toute sa part :

- Accompagner les « printemps arabes » et favoriser l'enracinement de la liberté et de la démocratie autour de la méditerranée ;
- Construire une gouvernance internationale plus juste et plus efficace ;
- Renforcer l'intégration et la gouvernance européenne ;
- Encourager les progrès de la démocratie et l'essor économique sur le continent africain.



Discours du Président de la République, Nicolas Sarkozy à l'occasion de la XIX^{ème} conférence des ambassadeurs le 31 août dernier à l'Élysée

Le Ministre a ensuite souligné le rôle de la France en Libye. Il a, dans le même sens, loué l'efficacité des sanctions européennes qui ont joué « un rôle décisif dans la chute de Laurent Gbagbo ». Revenant sur l'engagement de la France aux côtés du continent africain, il a poursuivi en ces termes : « *Je fais partie de ceux qui croient en l'avenir de l'Afrique et aux liens d'amitié entre la France et l'ensemble des pays africains* ». ... « Les défis sont connus, a poursuivi le Ministre en citant le défi alimentaire ; le défi de la démocratie ; le défi économique ; le défi diplomatique », qu'il faut relever pour permettre à l'Afrique de mieux faire entendre collectivement

sa voix dans les enceintes internationales.

La question du terrorisme au Sahel fait l'objet d'une mention particulière : « *nous serons également très attentifs au risque terroriste au Sahel. Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI) déstabilise les Etats sahéliens et menace directement la sécurité de la France et de l'Europe. Une plus grande coopération régionale, le renforcement des capacités de sécurité des pays menacés, ainsi que la lutte contre la pauvreté, constituent les clefs de la lutte contre ce fléau* ».

Le regain d'intérêt ainsi manifesté pour l'Afrique par les plus hautes autorités françaises vient à point, alors que la plupart des pays du monde regardent vers ce continent. Tous y voient un espace de forte croissance, où il convient d'investir davantage, dans une relation que chacun des partenaires de l'Afrique doit construire ou reconstruire.

Dans ce contexte, la relance des relations franco africaines, publiques et privées, aura des chances de prospérer si, loin de se borner aux affaires, elle se développe à nouveau dans l'ordre des échanges culturels, et si elle avance au seul pas de l'égalité, de la réciprocité, et naturellement de la paix.

Otwere et justice traditionnelle chez les Mbosi (Congo-Brazzaville)

Joseph Itoua, L'Harmattan, 2011

L'auteur découvre que l'institution suprême de la société Mbosi Olee, Otwere, avait doté son peuple d'une civilisation dont il souligne le système de justice. Après avoir décrit l'organisation et le pouvoir de la justice traditionnelle Mbosi, Joseph Itoua décèle l'existence de deux Codes qui ordonnent et règlent deux grands domaines de la vie sociale, le Code de mariage et le Code de succession.

Les pays africains entre violence, espoir et reconstruction

Thierry-Marie Courau et Pierre Diarra, Karthala, 2011

Avec la globalisation, le continent africain est-il en voie de marginalisation ? La célébration des 50 ans d'indépendance a donné lieu en 2010 à une série de bilans et de promesses. Chercheurs et experts font ici le point sur les fonctionnements socio-économiques actuels du Continent. Ils rappellent la complexité des mutations socioculturelles, en soulignant l'urgence de la reconstruction.

Lesseps, le rêve des pharaons

Masse Danièle, Magellan, 2007

Relier la Méditerranée à la mer Rouge et l'Orient à l'Occident était un rêve déjà caressé par les pharaons. Le projet d'un canal, partiellement réalisé au cours des siècles, fut accompli par un homme hors du commun : Ferdinand de Lesseps. Diplôme de formation mais surtout entrepreneur génial, il sut aller au bout de son rêve malgré les nombreux obstacles semés sur sa route. Il lui fallut quinze ans de lutte acharnée pour arriver à ses fins.

TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES TÉLÉGRAMMES

Afrique du nord

• **Tunisie**

Le parti islamiste Ennahda a remporté les élections constituintes avec 41,47% des voix et obtient 90 sièges à l'Assemblée constituante ;

• **Maroc**

Le principal accusé dans l'attentat à la bombe de Marrakech fin avril à Marrakech qui a fait 17 morts a été condamné à la peine capitale et son complice à la prison à perpétuité ;

• **Libye**

Le procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a affirmé avoir des "contacts informels" avec Seif Al-Islam, fils du défunt leader libyen Mouammar Kadhafi, au sujet de son éventuelle reddition à la Cour ;

Afrique subsaharienne

• **Niger**

Près d'un million de personnes auront un besoin urgent d'aide alimentaire au Niger en 2012 si la sécheresse et les attaques d'insectes sur les maigres récoltes persistent, a déclaré vendredi le Programme alimentaire mondial (PAM) ;

• **RDC**

La campagne pour l'élection présidentielle et les législatives du 28 novembre a débuté sur fond d'inquiétude en République démocratique du Congo (RDC) où le président Joseph Kabila brigue un second mandat et 18. 855 candidats vont se disputer 500 sièges de députés ;

• **Soudan**

2000 Soudanais se sont réfugiés en Éthiopie pour fuir les combats qui font rage dans l'Etat du Nil bleu entre les troupes de Khartoum et la branche nord de l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA-N), a indiqué ce vendredi le Haut commissariat de l'ONU pour les réfugiés.

• **Madagascar**

Omer Beriziky est le nouveau Premier ministre de transition à Madagascar. Il a été nommé vendredi 28 octobre 2011 par Andry Rajoelina.



« Eau & Énergie en Afrique »
8 - 10 novembre 2011

Le 11^{ème} Forum EURAFRIC se tiendra au Centre des Congrès de Lyon.

En partenariat avec la Région Rhône-Alpes, le Grand Lyon et la Ville de Lyon, le Forum EURAFRIC réunit tous les ans, décideurs politiques, experts, bailleurs de fonds internationaux et entreprises sur des questions relatives à la promotion du partenariat PME/PMI Europe/Afrique, soit plus de 900 participants de 20 pays d'Europe et d'Afrique.

L'objectif du Forum est de promouvoir le partenariat entre l'UE et l'Afrique dans les secteurs de l'Eau et l'Énergie et d'améliorer la compétitivité des entreprises africaines et de réduire la pauvreté en Afrique.

L'Édition 2011 mettra l'accent sur la promotion des EnR en Afrique en particulier l'Énergie solaire qui constitue une source d'énergie inépuisable pour l'avenir de l'Afrique.



Le club du faubourg

Ce club de réflexion et d'initiative dans le domaine international accompagne la lettre de l'Afrique dans sa volonté de contribuer aux échanges et à la solidarité entre la France, l'Europe et l'Afrique.